

ULTIMATUM

LE JOURNAL DE L' ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (ASSÉ)

Avril 2004, volume 3, numéro 3

La sacro-sainte indépendance...

Gabriel Dumas, étudiant en sciences humaines du collège de Sherbrooke

Le mythe

De nos jours, il circule un mythe dans le milieu étudiant : celui de la sacro-sainte indépendance. Je m'explique. Plusieurs assos étudiantes, certaines malgré leur affiliation à un regroupement national, croient que l'indépendance est la meilleure option pour lutter au sein du mouvement étudiant. Elles croient que le fait d'être une asso indépendante leur laisse une liberté de manœuvre nécessaire; c'est-à-dire celle de pouvoir assister à n'importe quelle instance et de pouvoir prendre n'importe quelle décision. Certaines assos prônent aussi l'indépendance, car selon elles, faire partie d'une asso nationale coûte trop cher.

L'utilité d'une association nationale

J'aimerais premièrement préciser que l'affiliation à une association nationale ne brime en rien l'autonomie d'une association locale, l'Assemblée Générale demeurant l'instance décisionnelle la plus souveraine. L'asso nationale est une structure pour informer les assos de ce qui se passe et leur permettre de se concerter pour déterminer les priorités du mouvement étudiant. Donc une association nationale ne représente pas les intérêts d'un exécutif de quelques personnes; elle est la somme de toutes les associations étudiantes qui la composent. Elle représente donc tout ce que ses membres pensent, selon certains principes de base, telle la gratuité scolaire pour tous et toutes à tous les niveaux dans le cas de l'ASSÉ. J'aimerais maintenant questionner le mythe voulant qu'être indépendant permet d'assister à n'importe quelle instance. Ce n'est pas parce que l'on devient affilié à une association nationale que l'on n'assiste plus à certaines instances, mais plutôt parce que l'on réalise la perte de temps ou le danger que représentent ces instances. Ce ne sont pas tous les mouvements étudiants qui prônent un système d'éducation de qualité, accessible à tous et à toutes à tous les niveaux. Ce qui est pourtant une des, sinon LA revendication historique la plus

fondamentale du mouvement étudiant. De plus, assister à toutes les instances, c'est s'essouffler inutilement. Pour ce qui est des assos refusant de s'affilier pour des raisons économiques, j'aimerais souligner qu'il s'agit là d'un point de vue extrêmement individualiste. L'argent que l'on verse à une association nationale sert à bâtir un

refusent de mettre leurs forces et leurs ressources en commun avec les autres assos. Elles croient pouvoir mener la lutte seule ou bien en utilisant les ressources des associations nationales sans même y contribuer. Cette attitude dure depuis trop longtemps et nous devons y mettre un terme si nous voulons pouvoir continuer à lutter. Sans

survivre, nous devons lutter efficacement. J'espère que tous et toutes comprennent l'importance capitale de mon message. On peut me traiter de paranoïaque, mais je suis farouchement convaincu que nous sommes dans une période vitale pour l'avenir du mouvement étudiant. Si nous ne nous mobilisons pas tous et toutes massivement, nous ne serons pas épargné-e-s et le mouvement étudiant en aura pour longtemps à se relever. Qui sera responsable de cette défaite? Tous ceux et toutes celles n'ayant pas lutté sérieusement soit en restant dans leur coin, ce qui tue les mouvements de résistance solidaires ou soit en utilisant une approche lobbyiste et corporatiste face au gouvernement, ce qui ne fait que saccager les acquis et aggraver l'état du mouvement étudiant, le tout en légitimant le processus. J'espère que ceux et celles se reconnaissant dans mon message y réagiront et se réveilleront pour embarquer dans la lutte car c'est ni plus ni moins le sort du mouvement étudiant qui est présentement en jeu. Notre ennemi est de taille et nous devons mettre nos forces en commun au moyen d'une asso nationale pour pouvoir continuer à avancer.



front commun entre les cégeps et les universités, entre les plus fortuné-e-s et ceux et celles qui le sont moins; le tout permettant une lutte plus efficace. Prenons comme exemple le cégep de Matane qui a peu de budget vu le nombre réduit d'étudiantes et d'étudiants qui le fréquentent; le fait d'être affilié à l'ASSÉ leur permet de bâtir le Conseil régional de l'Est, une instance leur procurant un financement additionnel de plusieurs milliers de dollars.

L'importance capitale de l'affiliation

C'est pour toutes ces raisons que je crois qu'il est ridicule de prôner l'indépendance. Je crois que nous en sommes tous et toutes conscients et conscientes: l'individualisme est une valeur du capitalisme que nous devons impérativement éliminer. C'est la même chose dans le mouvement étudiant; les assos prônant l'indépendance à tout prix

association nationale, le mouvement étudiant est paralysé, c'est elle et rien d'autre qui permet de tout coordonner au niveau national et de mettre toutes les forces disponibles en commun (une campagne de grève générale illimitée, par exemple, est impossible sans asso nationale). L'asso nationale est aussi ce qui nous permet de rebâtir rapidement une asso locale, les bases du mouvement étudiant étant beaucoup plus volatiles que celles du mouvement syndical vu le caractère passager des études, ce qui permet de pouvoir consacrer plus de temps à lutter plutôt qu'à se reconstruire.

L'urgence de l'affiliation

Depuis longtemps, les politiques néo-libérales ne mènent pas la vie facile aux étudiantes et étudiants qui sont considéré-e-s comme de vulgaires marchandises. Si nous voulons y

L'affiliation sous n'importe quelle bannière?

Mais il ne suffit pas de s'affilier à n'importe quelle asso nationale pour faire avancer la lutte, car certaines assos, telles la FECQ ou la FEUQ, n'ont presque jamais rien apporté de bon au mouvement étudiant. Premièrement, ce sont elles qui sont venues séparer le mouvement étudiant en disant que les universités et les cégeps menaient des luttes différentes, ce qui est totalement faux. Ensuite, l'on n'a qu'à penser au Sommet du Québec et de la jeunesse ou à la campagne de grève monstre engagée et ensuite avortée par la FECQ à la dernière session.

[Suite sur la page 9, voir indépendance](#)
[SUITE DE LA PAGE 1](#)

Je dirais même que ces fédérations

Changements importants concernant les prêts et bourses, plus de détails en page 5

EDITORIAL

Les cégeps dans la mire libérale

L'exécutif de l'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ)

L'automne dernier a été marqué par une tentative avortée de grève générale étudiante. L'objectif était simple : opposer un " non " ferme et sans compromis aux politiques anti-sociales du gouvernement libéral menées sur de nombreux fronts à la fois. Après quelques tentatives faibles de mobilisation, le mouvement étudiant est en attente. En laissant l'initiative au gouvernement libéral, il s'est condamné à la riposte. S'il ne fait aucun doute que le statu quo ne restera pas longtemps à l'ordre du jour, à l'heure actuelle, le portrait en éducation est toujours flou ; les libéraux n'ont pas encore dévoilé clairement leur jeu. Pourtant, certains éléments commencent à pointer qui nous permettent de voir venir les coups. Le collégial, semble-t-il, est promis à des bouleversements.

Cet hiver, les universités ont occupé tout l'espace médiatique et politique. Nous assistons présentement à la fin d'une commission parlementaire qui aura tout grand ouvert le débat sur le dégel des frais de scolarité universitaires et de sur place du financement venant des entreprises privées. Celles-là mêmes continuent d'accroître leur main mise sur les services publics. Le gouvernement libéral prépare manifestement le terrain

pour une éventuelle hausse des frais. Pendant ce temps, les enjeux du réseau des cégeps sont restés largement dans l'ombre. Il ne faudrait pas faire l'erreur de croire que rien n'y est appelé à changer pour autant. On nous avait déjà appris la tenue d'un forum sur le collégial ; il aura effectivement lieu pendant deux jours en juin. Or des rumeurs circulent maintenant d'un exercice autrement plus ambitieux et inquiétant. On parle d'une commission parlementaire sur les cégeps (probablement en janvier 2005) précédée du dépôt d'un livre blanc en automne. Si cela se confirme, il faudra en déduire que les libéraux envisagent de sérieuses transformations à l'ordre d'enseignement collégial. Mais lesquelles ?

L'appel à la mobilisation de l'automne dernier faisait suite à une vague de hausse de frais dans les cégeps. C'était là le signe d'une situation financière extrêmement contraignante. Faute d'un financement public suivant la croissance normale des dépenses, la poche des étudiants et des étudiantes devenait inévitablement le seul recours permettant de couvrir pleinement les coûts du fonctionnement des collèges (des coûts qui ont déjà été rationalisés, et qui pourraient difficilement l'être davantage). Depuis, la situation ne s'est

guère améliorée et tout indique que la tendance à la hausse des frais se poursuivra. Peut-être faut-il se demander si le gouvernement - qui, tout obsédé qu'il est par les baisses d'impôts, n'est pas d'humeur aux réinvestissements - ne cherchera pas là une solution à plus long terme au problème du financement des cégeps. Peut-être faut-il craindre qu'il mette un terme au mythe encore existant de la gratuité scolaire au collégial en instaurant des frais de scolarité officiels qui se rapprocheraient progressivement du niveau universitaire.

Une autre hypothèse, peut-être plus probable et potentiellement plus dangereuse, serait celle d'une restructuration en profondeur du réseau collégial. Des propositions sont déjà sur la table. La Fédération des cégeps (regroupement des directions) a publié en janvier 2003 un " plan de développement " qui avançait plusieurs pistes de réformes. Globalement, le plan proposait une plus grande intégration des cégeps au marché du travail. On y proposait une déréglementation faisant de chaque cégep une entité plus autonome et capable ainsi de mener une concurrence aux autres institutions et de contracter des partenariats avec l'entreprise privée.

Plus récemment, la Fédération des commissions scolaires s'est elle aussi sentie obligée de livrer son pronostic. Ne faisant pas les choses à moitié, elle proposait ni plus ni moins que d'abolir les cégeps. Selon son scénario, l'actuel secteur des techniques serait confié aux commissions scolaires et le préuniversitaire aux universités. Si le ministre a affirmé ne pas envisager l'abolition des cégeps, il s'est néanmoins dit intéressé par la réflexion.

On le constate, la réingénierie de l'État pourrait bien avoir des conséquences dramatiques pour le réseau des collèges. L'occasion est d'ailleurs spécialement favorable à d'importants bouleversements puisque le corps enseignant renégocie présentement ses conventions collectives. En attaquant les conditions de travail des professeur-e-s, le gouvernement pourrait se dégager une bonne marge de manoeuvre pour opérer des changements de structure. Il faut ouvrir dès maintenant le débat dans nos rangs afin de nous préparer à une éventuelle confrontation dans l'année qui vient. En ce sens, le congrès de l'ASSÉ, les 24 et 25 avril prochains, consacrera une part importante de ses travaux aux enjeux du collégial.

- CONGRÈS DE L'ASSÉ -

Vous êtes tous et toutes invité-e-s au Congrès annuel de l'ASSÉ qui se déroulera à l'Université du Québec à Montréal, les 24 et 25 avril 2004. Au menu, bilan de l'année qui s'achève, élections générales, mouvement étudiant, plan d'action, revendications; bref 2 jours de réflexions et de prises de décisions. Voir les détails sur les élections en page 9.

Les coûts :

Pour les membres : 30,00 \$ par personne, repas et hébergement inclus.

Pour les non-membres : 40,00 \$ par personne, repas et hébergement inclus.

Nous vous offrons des places d'hébergement et une garderie sur demande, mentionnez-le lors de votre confirmation. Pour confirmer votre présence :

Par téléphone : (514) 390-0110.

Par courriel : executif@asse-solidarite.qc.ca

Toute reproduction et/ou diffusion des informations contenues dans le présent journal sont fortement recommandées et chaudement applaudies, à condition d'en mentionner la source!

L'Ultimatum est le journal de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), il est produit par le comité journal composé de : Hugo Desgagné, Gabriel L'Écuyer et Julia Posca. Rédaction de ce numéro : Florence Bergeron, Manuel Cadernas, Hugo Desgagné, Gabriel Dumas, Blandine Juchs, Rebecca Lavoie, Anne-Marie Merrien, Chantal Poirier, Julia Posca et Maxime Vallée-Landry. Correction : Hugo Desgagné, Gabriel L'Écuyer, Julia Posca et Jean-Luc Ratel. Impression : Payette et Simms, Distribution : faites de votre mieux. Tirage : 8 000 exemplaires. Courriel : ultimatum@asse-solidarite.qc.ca. Pour les coordonnées de l'ASSÉ, voir à la page 12.

EDUCATION

Une lecture de la commission parlementaire de droite à gauche

Hugo Desagné, étudiant au baccalauréat en sciences politiques à l'UQAM

Depuis le 17 février dernier et ce jusqu'au 8 avril prochain se déroule à l'Assemblée nationale la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités. Cette consultation publique, commandée en partie par la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, a pour objectif l'étude et l'analyse des différentes voies possibles en ce qui concerne la refonte et le financement du système universitaire québécois. Il est tout à fait légitime de se questionner sur la valeur d'une telle opération et sur l'impact réel qu'elle aura sur l'avenir du réseau universitaire québécois.

Cependant, il nous est impossible de négliger l'importance de l'aspect informatif qu'engendre une telle consultation. En effet, en permettant à une panoplie de groupes de se prononcer sur la question des universités au Québec, l'exercice nous permet de bien saisir les différentes positions des divers groupes d'intérêts présents lors des auditions. Ces groupes étant de nature parfois fort différente, que ce soit l'ASSÉ ou la FEUQ en passant par la Commission jeunesse du Parti libéral, celle du Parti québécois, les HEC-Montréal ou encore les membres du Conseil du patronat du Québec, les mémoires qu'ils soumettent nous informent bien sur leur vision particulière de ce que doit être une université et sur la façon dont elle doit être gérée et financée.

À la lecture de quelques-uns de ces mémoires, il nous est possible de soulever 3 grandes tendances en ce qui a trait à la part qui doit être assumée par les étudiants dans le financement des universités : 1) la gratuité scolaire, donc un financement massif et exclusif venant de l'État, 2) le maintien du gel des droits de scolarité assorti d'une loi cadre régissant les frais afférents et 3) un dégel et donc une hausse des droits de scolarité. À travers ces 3 tendances, on remarque 2 conceptions majeures de la mission universitaire.

La mission universitaire : économique ou sociale?

D'une part on note une conception sociale de la mission universitaire. Cette conception de la mission universitaire veut que l'université soit un lieu ayant pour tâche " de faire des synthèses disciplinaires permettant aux individus de jeter un regard réflexif et critique sur la société". Il s'agit en fait de réaliser la fonction émancipatrice de l'université, de reconnaître l'importance des savoirs et acquis que l'on y enseigne et leur rôle dans la réalisation d'un monde meilleur et plus juste. Une telle conception de l'université considère l'éducation comme un droit inaliénable et comme étant partie intégrante des valeurs sociales. Ce point de vue est porté par des groupes plus progressistes comme l'ASSÉ et l'UFP.

Ensuite, si on fait un bon pas vers le centre, il est alors possible de trouver des groupes comme la FEUQ ou la Commission jeunesse du Parti québécois (certains diront que ces deux groupes sont en fait le même, l'auteur se gardera de tout commentaire). Ces groupes, plutôt centristes, prônent une conception de la mission universitaire vacillant entre ses vertus émancipatrices et sa valeur comme lieu de production de la main-d'œuvre. Il y en a un peu pour tout le monde. C'est une conception que nous pourrions

qualifier de progresso-corporatiste : un peu pour les étudiants et un peu pour le gouvernement.

À la droite complètement de la vision sociale de la mission universitaire se dresse la conception entrepreneuriale de l'université. Cette conception, prônée notamment par des groupes comme le Conseil du patronat du Québec et les HEC de Montréal, veut que l'université soit en tout premier lieu un terreau fertile de la main-d'œuvre. À cet effet, l'université se doit donc d'être arrimée de façon solide au marché du travail et aux besoins des entreprises. La mission universitaire se résumerait donc, comme le mentionne le CPQ, à " la pierre angulaire de la formation de la main-d'œuvre qualifiée, qui permet aux entreprises de



demeurer concurrentielles." Peu importe ce que vous apprenez, faites en sorte que le tout soit rapide et utile à la croissance économique du Québec. Le tout semble un peu trop mécanique.

Reste à savoir si cela correspond bien à la vision québécoise de notre réseau universitaire. Faut-il faire en sorte de créer un esprit critique menant à l'évolution et l'amélioration de notre société ou bien créer une main-d'œuvre docile et efficace?

Voyons maintenant l'argumentation enrobant les diverses positions concernant la part étudiante dans le financement des universités.

Le dégel et la déréglementation des droits de scolarité

Cette position vise donc à augmenter la part du financement des universités venant des étudiants. L'étudiantE est un consommateur qui sera prêtE à payer le prix d'un service de qualité. Il faut donc majorer les droits de scolarité québécois, actuellement fixe à 1 668\$, à la moyenne canadienne de 4 025\$. Cette majoration entraînerait des revenus

supplémentaires de 447\$ millions pour l'année 2008-2009. Le jeu en vaut-il réellement la chandelle lorsque l'on sait que le sous-financement représente près de 375 \$ millions immédiatement? De plus, les effets d'une telle mesure s'avère être un obstacle majeur à l'accessibilité aux études. Les impacts seraient catastrophiques pour les étudiants à faible revenu.

S'ajoute à cette option une déréglementation des droits de scolarité. Prônée principalement par l'Université McGill, cela signifierait le transfert aux universités du pouvoir de fixer les droits de scolarité, comme c'est d'ailleurs le cas aux États-Unis. Ceci pourrait amener, mis à part des frais exorbitants et la privatisation de certains programmes (droit ou médecine par exemple), une modulation des droits de scolarité selon les programmes d'études, le coût de formation et le revenu potentiel. C'est-à-dire, par exemple, qu'il serait plus dispendieux d'étudier en médecine qu'en sciences sociales. Les effets pervers d'une telle approche sont indéniables. Avec une telle mesure, nous nous trouvons devant un risque évident de gentrification de certains programmes d'études. En bout de ligne, les programmes comme la médecine ne seront accessibles qu'aux bien nanti-e-s et les moins fortuné-e-s se contenteront du reste. Ici, nous sommes face à une entorse majeure à l'accessibilité aux études. De plus, même à l'intérieur de certains programmes, il y a possibilité d'iniquité. Ainsi, un médecin désirant travailler dans le milieu communautaire, donc à un plus bas salaire, sera désavantagé par rapport à un médecin opérant en clinique privée. Il est absurde de fixer des frais de scolarité en fonction du revenu potentiel; il faudrait plutôt songer à réformer la fiscalité : voilà qui pourrait être un bon moyen de redistribuer la richesse.

Maintien du gel et loi-cadre concernant les droits de scolarité

Cette position, que nous considérons comme tant corporatiste que lobbyiste, en est une plutôt facile à défendre. Cette option, avancée notamment par la FEUQ, la Commission jeunesse du Parti libéral ainsi que la Commission jeunesse du Parti québécois est en fait l'apanage de la vaste majorité des mémoires ayant été entendue jusqu'à présent à la Commission parlementaire. C'est le principe du statu quo. L'on recherche donc le maintien du gel instauré en 1994 fixant ainsi les droits de scolarité à 1 668\$.

Cette option est toutefois assortie d'un projet de loi-cadre, publicisé par la FEUQ et visant la réglementation des frais afférents. Les frais afférents sont tous ces frais qui demeurent sous le contrôle des établissements universitaires. Que l'on parle ici des frais de stationnement (argument fétiche de la FEUQ) ou bien des frais reliés à l'utilisation de matériel audiovisuel ou de révision de note. Cette loi-cadre veillerait donc à assurer un véritable gel des droits de scolarité en les fixant à 55.10\$ par crédit universitaire.

Cette option doit cependant être considérée comme faisant partie d'un objet beaucoup plus grand, comme étant partie d'un tout.

SUITE SUR LA PAGE 9, VOIR COMMISSION

EDUCATION

RAPPORTS HUMAINS PROBLÉMATIQUES AU CÉGEP?

QUELQUES FAITS DE LA MATANIE LOINTAINE

Chantal Poirier, étudiante au Cégep de Matane

Quelle est, théoriquement, la raison d'être première d'un établissement d'enseignement? Éduquer notre jeunesse pour qu'elle fasse preuve de bienveillance et d'intelligence ou en faire une production en série de diplômé-e-s et, par le fait même, de consommateurs et consommatrices pour l'unique bien de l'économie? La première option est sans aucun doute la plus intéressante, par contre, les décisions prises semblent prouver le contraire.

À titre de constatation, on entend souvent dire ici que : « Le corridor de l'administration, c'est comme si c'était à Rimouski, à une heure de route d'ici! » Pourquoi? Tout ce beau monde ne travaille-t-il pas par et pour les étudiants et les étudiantes? En fait, n'est-il pas là que pour cette population en soif d'apprentissage? J'ai la terrible impression que ces propos ne sont que de vagues échos qui resurgissent parfois de la mémoire de quelques-unes des personnes qui font partie des établissements.

Avec l'obligation de se procurer notre horaire sur *Bleu Manitou* (service en ligne), avec les postes d'animation qui ne semblent tenir qu'à un fil (trois postes sur quatre sont vacants actuellement et on ne semble pas s'en inquiéter), avec la surcharge de

travail des enseignantes et des enseignants, le climat se détériore. Ça, tout le monde le ressent, et ce n'est pas ce qui risque d'appâter la future « clientèle étudiante ».

Un budget de 30 000\$ a été débloqué dernièrement pour la mise sur pied d'un portail Internet pour que chacun et chacune ait la chance d'aller chercher ses résultats scolaires et son horaire de cours sur le web. Ou peut-être simplement pour ne plus déranger la direction...

Habituellement, la rentrée scolaire était un temps de retrouvailles, de rencontres, d'échanges. On discutait avec quantité de gens (profes de tous les départements, secrétaires et certains cadres) et la journée, exténuante certes, nous laissait avec une impression de proximité, de climat familial.

Maintenant, non. On pitonne pendant 5 minutes et c'est fini. Une journée d'accueil remplacée par un ordinateur. Tout cela pour être dans le vent. La première mode, ces temps-ci : le chacun-pour-soi. Au diable, les contacts humains! Est-ce qu'on en a vraiment besoin avec une école qui contient à peine 560 étudiants et étudiantes?

De plus, une vie étudiante en santé veut automatiquement dire une belle visibilité, une bonne réputation, et surtout la venue de plusieurs ami-e-s de l'extérieur! Et on en a besoin, avec un exode massif vers les grands centres. Mais avec de moins en moins de ressources directes disponibles (prenons l'exemple de notre agente de corridors qui a été foutue à la porte), avec de moins en moins de temps libres communs (le mercredi après-midi se doit d'être un « trou » commun dans l'horaire, mais les exceptions se multiplient), avec un climat d'absence ou de stress de plus en plus présent, la vie étudiante risque de « manger sa claque » et du même coup, le cégep aussi.

À moins que le Collège de Matane ne devienne un service d'éducation virtuelle? Ce serait payant! Et que fera-t-on de la jeunesse matanaise environnante? Connectons-les à une machine et elle n'aura même pas la corvée de marcher un pénible 30 minutes par jour pour suivre ses cours! Le pire, c'est que plusieurs étudiantes et étudiants ne sont pas dérangé-e-s par ces restructurations, ou alors ils et elles n'y ont pas encore réfléchi.

Bref, oui, le milieu de vie traîne de la patte, mais je crois que si nous voulons changer les choses, chacun et chacune doit s'informer, lire les babillards, participer aux activités, dire son opinion, gueuler haut et fort que nous ne sommes pas uniquement de la future main-d'œuvre et que les enseignant-e-s ne sont pas là que pour nous gaver la tête des applications directes de notre métier prochain. Et peut-être que ça changera. Bon courage!

¹ Paradoxalement, on retrouve, sur la page d'accueil du cégep, la promotion des « contacts humains » qu'on nous présente comme un atout particulier, comme une qualité non négligeable.

Quelques notes sur l'actualité

Rassemblees par Blandine Juchs et Julie Lachance, respectivement étudiante en sociologie à l'UQAM et en sciences sociales à l'Université Laval

En vue du forum collégial qui devrait se tenir cet été, Pierre Reid affirme : « Nous avons pris l'engagement de faire une réflexion en profondeur sur les cégeps, sur le financement des cégeps, un débat de fond, et de solides remises en question ».

...

Selon M. Boucher (président de la fédération des cégeps, qui regroupe les directions de cégep), l'adaptation des programmes au marché du travail pourrait se faire de deux façons. D'abord, en arrimant les cours généraux au domaine spécifique d'études. Par exemple, le contenu du cours de français pourrait changer selon qu'il s'agisse d'un DEC en techniques administratives ou en techniques infirmières. « Dès que certaines compétences doivent être modifiées ou ajoutées, affirme-t-il, les employeurs nous en informent. »

Les Affaires

Dossier spécial, samedi 29 novembre 2003, p. 41

...

Les cégeps réfléchissent à leur avenir. Devant une baisse des inscriptions dans les cégeps en région, et une fermeture inévitable de certains cégeps, de même que des budgets amputés de 25 %, les directions syndicales imploront le ministre de l'Éducation de mieux financer le réseau et de le réorganiser. Et ainsi éviter qu'il soit aboli.

Annie Lafrance, Le Soleil

Actualités, samedi 13 mars 2004, p. A5



EDUCATION

Budget fédéral : pas de cadeaux pour l'éducation

Julia Posca, étudiante au baccalauréat en sociologie à l'UQAM



Le 23 mars dernier, le ministre des Finances du Canada Ralph Goodale déposait le budget pour l'année 2004. Même si l'éducation n'est pas une compétence du fédéral, différentes mesures ont été instaurées en ce qui a trait à ce que le gouvernement a appelé "apprentissage" pour cacher subtilement son intervention dans le secteur de l'instruction publique.

Une participation accrue du fédéral dans le financement de base du système d'éducation est souhaitée par plusieurs au Québec, mais aucune mesure n'a été prise dans ce sens. Ainsi en plus d'une

réduction des dépenses dans l'enseignement supérieur, l'augmentation des transferts aux provinces est minime et le gouvernement continue d'accumuler des surplus au lieu de redistribuer ses revenus à la population.

Les controversés bons d'études ont été instaurés, malgré l'opposition qu'un tel projet avait rencontrée entre autres au Québec dans le milieu de l'éducation (au niveau provincial). Ainsi dans un document datant de mars 2003, la Centrale des Syndicats du Québec, à laquelle sont affilié-e-s des professeur-e-s du primaire et du secondaire, remarque d'une part que les expériences vécues par d'autres pays montrent que le système des bons d'études n'a pas amélioré les systèmes scolaires où il avait été implanté. D'autre part, elle note que dans plusieurs cas, le système des bons a " [favorisé] la ségrégation et la discrimination sociales et la création de ghettos religieux et culturels, [reproduit] la stratification sociale [...] et par voie de conséquence, [réduit] pour certains l'égalité des chances et l'accès à des voies efficaces d'émancipation " (CSQ, 2003). Le fait de reproduire ce système au Canada

témoigne donc d'une volonté du gouvernement fédéral non pas d'appuyer les provinces à garantir l'accessibilité et la qualité de l'éducation, mais plutôt de s'ingérer dans les affaires provinciales pour instaurer un programme inefficace et recréant des inégalités sociales par le biais du système d'éducation. Cette mesure est d'autant plus ridicule qu'elle s'adresse aux enfants nés à partir de 2003 et qu'elle n'accorde que 2000\$ par personne, alors que les frais de scolarité dans les universités canadiennes s'élèvent en moyenne à 3800\$ par année au premier cycle.

Les autres mesures comprises dans le budget visent surtout à augmenter l'aide financière aux particuliers par l'entremise du Programme canadien de prêts étudiants (déjà existant) et par l'octroi de bourses d'études aux étudiants et aux étudiantes provenant de familles à faible revenu et aux handicapé-e-s. En d'autres mots, le gouvernement canadien donne un appui réduit aux provinces (apporte une aide réduite) qui ne favorise pas l'ensemble du système. En misant sur les prêts et bourses, il n'apporte pas une aide globale aux réseaux d'éducation

puisqu'il ne favorise pas les exigences de qualité et d'accessibilité que devraient se fixer le fédéral et les provinces.

Si l'on en croit le plan budgétaire préparé par le ministère des Finances, le budget est orienté de manière à " [créer des] occasions pour tous les citoyens " et " à combler les priorités qui définissent les Canadiens en tant que nation ". Pourtant, le niveau des dépenses accordées à l'éducation et la logique à laquelle elles répondent peuvent nous faire douter de cette affirmation. De plus, quand Ralph Goodale dit que " le savoir est la voie vers le progrès économique et les possibilités individuelles, et l'éducation est le pont pour y accéder ", on comprend qu'il défend une vision de l'éducation axée sur la réussite professionnelle et les besoins du marché, alors que l'instruction devrait avant tout favoriser le progrès social et chercher à faire des étudiants et des étudiantes des individus autonomes et critiques.

*Pour les détails du budget, allez www.fin.gc.ca/budtoct/2004/budlistf.htm

Hausse du plafond des prêts

Maxime Vallée-Landry, étudiant au baccalauréat en histoire à l'UQAM

Le 30 mars dernier, le budget du gouvernement provincial a été présenté. Les choix décidés par le Parti Libéral du Québec ont fait fi des demandes relatives aux universités et au milieu de l'éducation en général. Les seuls besoins des universités représentent 375 millions de dollars, ce qui est déjà supérieur à l'élévation du budget du ministère de l'éducation soit la maigre augmentation de 169 millions allouée à l'enseignement supérieur. De fait, 125 millions iront aux universités et la balance aux cégeps, ce qui est très loin de couvrir les nécessités de fonctionnement et les augmentations de salaires du personnel enseignant et de soutien.

En prime, les étudiantes et les étudiants pouvant avoir accès à l'éducation supérieure avec l'aide des prêts et bourses verront leur dette augmenter de façon exponentielle. Dès l'automne, le budget destiné au programme d'aide financière connaîtra une baisse de 63,5 millions de dollar. Pour palier à cette baisse, le plafond des prêts sera augmenté. Ceci résultera en une augmentation énorme de l'endettement des étudiantes et des étudiants mettant en jeu l'accessibilité même des institutions d'enseignement supérieur. En tenant compte du dernier budget fédéral qui dégagait 30 millions au Québec pour le programme de bourses, argent qui n'a pas été injecté par le provincial, le manque à gagner s'établit à 93 millions, montant que les plus pauvres d'entre nous n'auront plus pour leur permettre d'étudier.

Le Parti Libéral ne s'arrête pas seulement aux bourses pour réduire l'accessibilité aux études. Les crédits d'impôts alloués aux parents ayant des enfants de plus de 18 ans encore aux études disparaîtront. Cette mesure empêchera certains parents d'aider leurs enfants financièrement. Jumelée avec la baisse des bourses et la difficulté déjà présente d'y avoir accès avec une aide raisonnable, de plus en plus de jeunes ne pourront simplement plus avoir accès à l'enseignement.



Une asymétrie derrière les « sexes » : le GENRE

Rebecca Lavoie, étudiante au baccalauréat en sciences politiques à l'UQÀM

L'égalité entre les deux « sexes » n'est postulée que depuis le siècle dernier. En effet, de la Grèce Antique, où Platon soutenait que le bonheur se trouve dans l'action politique, laquelle était alors inaccessible aux femmes, jusqu'au milieu des années 1900, où l'Église encourageait toujours et fortement une vision binaire inégale du monde, les hommes furent considérés supérieurs aux femmes.

Voilà donc quelques générations qui se voient inculquer les valeurs d'une « véritable » égalité entre les deux « sexes ». Ce postulat fondamental, qui à mon avis est certainement légitime, nous laisse toutefois croire en une réalité qui n'est pas. Cette idée prise pour acquies, avec laquelle la plupart d'entre nous avons grandi, nous porte à nier l'asymétrie toujours existante entre les femmes et les hommes. Cette attitude nous amène à adopter des comportements réactionnaires vis-à-vis des individus luttant pour une égalité réelle entre les deux « sexes ». Le féminisme est trop souvent vu comme un mouvement désuet, et son seul nom se voit imposer une connotation péjorative, anti-hommes, alors que la grande majorité des diverses tangentes féministes n'ont aucune intention de détruire un système, soit le patriarcat, pour en reproduire un semblable dans lequel les rôles seraient inversés.

Le système patriarcal est une organisation sociale fondée sur le pouvoir exclusif ou prépondérant des hommes, un système socio-économique construit par des hommes pour des hommes; la participation effective des femmes à la construction du système n'est encore qu'une possibilité latente. La société dans laquelle nous vivons n'est point prête à laisser autant de place aux femmes qu'aux hommes, ni dans la sphère politique, ni sociale/familiale (encore aujourd'hui, « l'homme de la maison » ou « le chef de famille » est une notion bien courante), ni dans la sphère économique. Grands penseurs, leaders politiques, professeurs dans les universités, dirigeants d'entreprises...Avouons-le, les « grandes de ce monde », ça n'existe pas encore! Ne vous méprenez pas, je parle ici de reconnaissance d'accomplissements, non pas des accomplissements eux-mêmes.

Notre société en est une qui favorise les hommes, qui valorise davantage les postes occupés traditionnellement par des hommes, les invite à « assurer », à être en contrôle de la situation, à protéger, à prendre « leur place », à être des hommes; les femmes, à être féminines, à ne pas parler trop fort, à laisser les hommes venir vers elles, à appuyer leur discours sur leurs confrères...Il est évident que la situation québécoise est préférable à celle de plusieurs pays, mais il reste que nous, femmes et hommes, sommes encore amené-e-s à adopter des comportements « genrés », c'est-à-dire purement

conditionnés selon le genre, masculin ou féminin, qui nous est automatiquement attribué d'après notre sexe. (Curieusement, le masculin l'emporte toujours dans la langue française, et on nous dit que c'est une question de fluidité...la question n'est-elle pas plutôt politique? Le vocabulaire choisi produit nos valeurs, il serait donc pertinent de commencer par là! Je ne me sens pas incluse quand on me parle d'hommes politiques, d'étudiants, de nous, les Hommes.) Les hommes refusant d'adopter des attitudes machos semblent confrontés à des pressions sociales les invitant à se conformer, et à ces attitudes, et donc à l'hétérosexualité, ou à se voir exclus. C'est dire que même les hommes ont à y gagner dans cette lutte pour une société égalitaire. Pour ce qui est des femmes qui ne sentent pas l'oppression, qui prennent « leur place », il semble qu'elles tendent à adopter des comportements inculqués au genre masculin, que cela soit ou non dans leur nature. Avons-nous vraiment à faire ça? L'homogénéité sur la base du genre masculin ce n'est pas ça l'égalité!

Qu'est-ce que le genre de toute façon? Le genre c'est l'ensemble du construit social dans les comportements humains; c'est la hiérarchie reflétée dans les rôles de sexes, dans les supposés caractères propres aux hommes et aux femmes, laquelle se perpétue depuis trop longtemps. Ce concept implique que l'espèce humaine est divisée en deux, qu'il n'y a donc pas d'espace possible à l'extérieur de ces deux catégories. Après tout, pensons-y, qu'y a-t-il d'inné, de propre aux femmes, aux hommes? Pas grand chose. Ne devrions-nous pas disposer de la latitude d'être ce que nous sommes, sans la contrainte du genre lié traditionnellement à notre sexe? Mais on a si peur de perdre cette catégorisation sécurisante du féminin/masculin. Si l'on décide de rompre la perpétuation de l'asymétrie des sexes par le rejet des comportements « genrés », autant chez les hommes que chez les femmes, il n'y a pas lieu de craindre une uniformisation des individus sur le modèle masculin par exemple, lequel n'existerait plus tel qu'on le connaît dans un contexte d'égalité.

Le genre, tant qu'à moi, n'est donc qu'un concept exécrationnel, une représentation propre au monde binaire¹. La vision binaire, manichéenne, ou encore dualiste du monde, en est une qui crée nécessairement des inégalités : en séparant toute chose en deux parties, sans nuance, une des deux parties opposées se trouve à servir de référence positive par rapport à l'autre, ce qui n'est qu'un pur jugement de valeur. C'est là que se créent les concepts de bien et de mal, d'excellent et de médiocre, de genre masculin et féminin, d'hétérosexuel et d'homosexuel, de normal et d'anormal, de (sexe) fort et de faible, etc. Ultimement, en divisant les êtres humains en deux groupes opposés avec comme instrument ce concept



de « genre » et tous les comportements qu'il dicte, hommes et femmes reproduisent nécessairement une dichotomie asymétrique.

Les femmes doivent prendre conscience de la situation encore inégale et prendre la place qui leur revient; les hommes, se positionnant au pôle privilégié de cette asymétrie, doivent eux aussi prendre conscience de la situation et participer à l'enlèvement de l'inégalité entre les « sexes » et ce, en laissant cette place aux femmes nécessaire au rééquilibrage des conditions humaines, en délaissant volontairement leurs avantages particuliers, leur rapport de force. Comme ce l'est pour tout groupe privilégié, la prise de conscience suivie d'une réelle volonté de répartition des pouvoirs, des opportunités, de la crédibilité, de la reconnaissance, des richesses, etc. bref de ce que l'on a en trop ou de ce que l'autre a en moins, est chose extrêmement exigeante. Chez les femmes, ne l'oublions pas, la prise de conscience de l'asymétrie hommes/femmes n'est rien de moins qu'une raclée pour l'ego. Autre concept à démolir selon moi mais bon...

Une quête d'authenticité, d'égalité, d'épanouissement, de bonheur; un rejet des comportements modelés par une histoire, une tradition, et une société hiérarchique, voilà ce que c'est!

¹ Ces idées sont développées de manière fort pertinente par les auteures suivantes: Navarro Swain, Tanya. « Au delà du binaire: les queers et l'éclatement du genre » et Delphy, Christine. « Penser le genre : quels problèmes? »...

FEMMES

BILAN DE LA CAMPAGNE DU 8 MARS

Blandine Juchs, étudiante au baccalauréat en sociologie à l'UQAM

Dans la perspective de stimuler la discussion au sein des associations locales et de renouveler les différents mandats d'une plate-forme pro-féministe à l'ASSÉ, il avait été voté au dernier Congrès :

« Que chaque association étudiante locale tienne une assemblée générale spéciale " femmes " autour de la journée du 8 mars, prenant compte des congés scolaires, et que ces assemblées générales soient précédées ou suivies d'une semaine thématique " femmes ". »

« Qu'un comité ad hoc mixte d'organisation des assemblées générales spéciales " femmes " soit formé afin de soutenir les associations locales dans cette démarche, notamment par la production de matériel, la création d'une liste de conférencières sur le féminisme, l'élaboration d'une suggestion d'un ordre du jour et d'une plate-forme de revendication. Qu'à ce comité soient élus des personnes au présent Congrès et au prochain Conseil Interrégional (CIR), personnes membres ou non-membres qui sont intéressées et désignées par l'une des deux instances nommées ci-haut. »

« Que le comité soit redevable au prochain Congrès et y produise un bilan. »

« Que le présidium des Assemblées Générales Spéciales " femmes " soit assuré par des femmes. »

Ainsi durant, les semaines autour du huit mars se sont tenues différentes activités, mais aucune Assemblée Générale spéciale femmes.

Matane : la semaine précédent le huit mars une soirée de discussion sur le

féminisme a été organisé lors du 5^e à 7^e hebdomadaire de l'asso, le film " Rebelles féministes " a été projeté, suivi d'une discussion sur les rapports de sexes dans nos vies comme dans la société en générale. C'était une soirée simple à organiser et une belle expérience à répéter.

Sherbrooke : Le lundi de la nourriture biologique et du café équitable auxquels étaient joints des textes sur l'image des femmes ont été distribués. Une lettre contre l'abolition du conseil du statut de la femme a été rédigée et des documents contre les publicités sexistes. Des images ont été placées dans les panneaux publicitaires. Il y a eu un atelier d'une vingtaine de personnes sur la question de la division du travail, sur la définition du patriarcat, et sur la nécessité d'une lutte féministe. Le projet de constituer un comité Femmes prend forme... Des débats se sont aussi tenus sur les comportements au sein même de l'asso durant toute la semaine .. Un autre expérience enrichissante... Discutez-en dans vos assos !

UQAM : Une assemblée générale des femmes de l'UQAM à été appelée : employées, chargées de cours, professeures et étudiantes se sont réunies le 10 mars dernier. La première étape était de se rencontrer, se reconnaître mutuellement. Face à l'ampleur de la tâche il a été décidé de poursuivre l'AG sur plusieurs rencontres afin de sortir avec un plan d'action et des revendications communes, concernant notamment les politiques internes de l'UQAM. Féminisation de la matière et introduction d'une perspective féministe dans les cours sont les revendications de base de l'Assemblée.

S'il y a eu d'autres événements ou s'il y en a à venir, avertissez-nous.

Brèves

Les femmes représentaient près des deux tiers des travailleurs au salaire minimum en 2003, au Canada, alors qu'elles constituaient un peu moins de la moitié de l'ensemble des employés. D'après Statistique Canada, une femme sur 20 travaillait au salaire

minimum, contre un homme sur 35.

«*Le salaire minimum est affaire de femmes*», *Le Devoir*, samedi 27 mars 2004, p. C7

...

Le Congrès américain a adopté un projet de loi reconnaissant au foetus une existence juridique, une victoire pour la droite religieuse qui fait craindre aux défenseurs de l'avortement un début de remise en cause de ce droit.

SANTINI, Jean-Louis. Le Devoir, samedi 27 mars 2004, p. A9

...

Depuis un an, des vigiles chiites traquent les femmes- de moins en moins nombreuses- qui osent encore se balader sans foulard dans les rues de Bagdad.

HACHEY, Isabelle. «Irak: la revanche des barbus», La Presse, dimanche 28 mars 2004, p.1



ÉCOLOGIE

L'écologie : mode ou mode de vie?

Florence Bergeron, étudiante au Cégep de Matane

« J'ai connu un roi atteint de démente précoce
dont la folie consistait à se croire roi! »
Picabia

J'ai connu des gens atteints d'incompréhension chronique dont la folie consistait à se croire conscientisé-e-s.

J'ai vu des gens qui croyaient avoir une conscience écologique dont leur seule folie était de croire qu'ils et elles y étaient vraiment conscientisé-e-s.

J'ai vu des gens se déresponsabiliser et se déculpabiliser de polluer, simplement parce qu'ils et elles en ont parlé.

J'ai connu des gens qui parlaient d'écologie et du respect de l'environnement alors qu'ils et elles buvaient leur café dans des verres en polystyrène.

J'ai vu des gens qui jetaient leur bouteille d'eau en plastique à la poubelle alors qu'elles et ils proposaient d'ajouter des bacs de récupération partout au cégep.

Lors de la journée institutionnelle de réflexion le mercredi 14 janvier dernier, la proposition de faire du Cégep de Matane un cégep vert [Brundtland ou pas] était à l'ordre du jour. J'y étais, parce que c'est un sujet qui me tient à cœur. Et ce, même si je me suis fait dire par des membres de la direction générale que les étudiantes et les étudiants n'étaient pas invité-e-s. Parce que : « le personnel reste et les étudiants quittent » dans un cégep. Alors selon ce point de vue, l'écologie est une question de renommée et non de société... Je regrette mais l'écologie, ça ne se vit pas qu'à l'intérieur des quatre murs du cégep. C'est mon avenir, celui de mes enfants et je ne suis pas encore résignée à le polluer. Et c'est grâce à ces belles réflexions que le climat de méfiance entre dirigeants et la population collégiale s'installe. Quand les projets résultent plus d'une « passe de cash » que d'une réelle intention d'aider.

Les 80 personnes réunies (profs, cadres, personnel et seulement 4 étudiantes), lors de cette journée institutionnelle, ont d'abord été exposées à un portrait catastrophique de l'environnement mondial. On nous a tracé un portrait noir [mais réaliste] des conditions environnementales de notre planète. En particulier sur l'eau, le prochain enjeu économique mondial après le pétrole. Pendant que nous dépensons des milliards de dollars pour visiter la planète rouge, la planète bleue est en train de s'assécher. Des milliers de gens meurent chaque jour à cause d'un manque d'accès à l'eau potable.

Nous, au Québec, nous avons des ressources incroyables en eau potable mais jusqu'à quand? Tant que nous continuerons à gaspiller, à prendre des douches de 30 minutes, à laisser couler l'eau lorsqu'on se brosse les dents, à flusher la toilette à chaque petit pipi qu'on fait, à utiliser le lave-vaisselle même quand ça n'en vaut pas la peine, nous ne changerons rien. Ayons conscience que l'eau est épuisable!!! Et que sans eau, c'est la mort!!! C'est un changement d'habitudes qu'on se doit de faire... Nous devons se changer avant de changer les autres. Si nous ne faisons pas de pressions autour de nous et sur les instances décisionnelles qui planent au-dessus de nos têtes pour avoir une bonne qualité d'eau, oublions l'enjeu écologique mondial. Parce que même autour de nous, nous ne voulons pas changer d'attitude et voir à long terme. Au cégep, des changements doivent être faits et ce, que nous soyons un cégep vert ou pas. Si nous avons réellement une conscience écologique, nous devons faire l'effort pour le bien de notre terre et non seulement pour la réputation du cégep.

Nous nous sommes regroupé-e-s par département, à la suite de la présentation du sujet, pour élaborer des actions écologiques selon divers profils : sur l'eau, la terre, la politique, l'axe international... Actions qui pourraient être envisageables et mises de l'avant au cégep, voire même intégrées aux cours.

Comme: le recyclage, le compost, des visites d'observation en mer, le reboisement, la diffusion de l'information des travaux départementaux, la nourriture biologique et les produits équitables... Bref, ce ne sont pas les idées qui manquent, c'est l'action.

C'est pourquoi j'appelle à l'action directe! L'action quotidienne! L'action de tout moment!

J'appelle à l'utilisation d'une tasse, même s'il incombe un petit détour, plutôt qu'un verre en polystyrène.

J'appelle au désir profond d'aider sa terre et son prochain. Parce qu'il faut avoir confiance que son action de tout moment change le cours des choses.

J'appelle au co-voiturage, à inciter son voisin à récupérer, à utiliser des produits biologiques et équitables en lui expliquant pourquoi!

J'appelle à la cessation des pour-parlers, des belles promesses et des belles paroles!

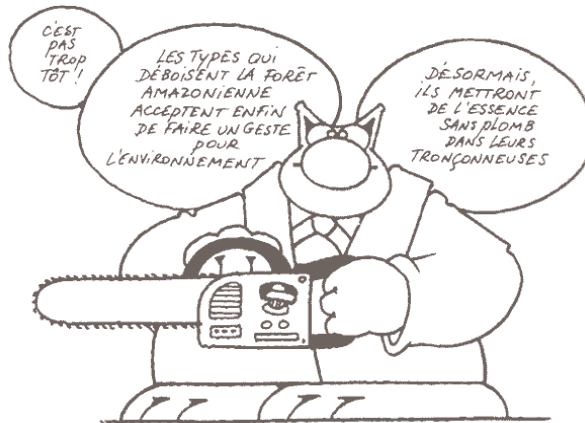
J'appelle à l'action écologique quotidienne point!

Le cégep veut prendre un virage écologique, mais il cherche beaucoup plus que cela. Il cherche une cohésion de ses membres. Un but commun qui tiendrait à cœur tous et à toutes et qui ferait du Cégep de Matane un établissement exemplaire du mode de vie écologique. Je propose qu'il y ait une journée institutionnelle consacrée entièrement au sujet, avec les étudiantes et les étudiants mais également avec la population matanaise. Même la devise du

Cégep de Matane prône cette idée : « Une école ouverte sur son milieu! ». Si nous ne produisons qu'un beau petit document avec toutes les bonnes idées sorties de cette réunion et qu'il reste dans les archives, ça ne sert à rien! Il faut former le comité « école verte » maintenant et commencer à faire de la conscientisation écologique aujourd'hui.

Enfin, pour finir ce bel avant-midi de défilé d'idées, la mode écologique du Cégep de Matane s'est putréfiée d'elle-même. Elle n'est pas passée au vert, mais elle est « passée date » : nous sommes tous et toutes allé-e-s manger un copieux repas à la cafétéria dans des assiettes en polystyrène et avec des ustensiles en plastique... Puis, nous sommes rentré-e-s chez nous... en voiture.

C'est un pensez-y bien...



Tout l'hiver, on nous a parlé de déficit énergétique pour nous faire accepter une centrale au gaz, (centrale du Suroît) tandis qu'il est urgent de s'engager vers une production énergétique moins polluante. Seulement General Electric veut de l'argent avec le Suroît. Bref que de bonnes raisons donc pour augmenter les tarifs d'Hydro Québec! Par une belle opération comptable, les filiales de la production de l'énergie et de la distribution ont été séparées. Maintenant, Hydro peut affirmer qu'il faut augmenter les prix puisque la filiale de distribution ne fait pas ou prou de profit. En revanche, les filiales de production ne sont pas en reste avec l'électricité qui est vendue aux États-Unis!

ELECTIONS

Commission parlementaire

SUITE DE LA PAGE 3

Contrairement à ce qu'avance la FEUQ, nous ne croyons pas que le maintien du gel et l'adoption d'une loi-cadre doivent être conçus comme une finalité, mais bien comme un pas vers la gratuité. Cette mesure doit être considérée comme étant uniquement temporaire et elle se doit de nous inciter à poursuivre la lutte pour l'obtention de la gratuité à l'université comme à tous les autres niveaux. Avec un tel projet en main, les étudiants et les étudiantes membres de la FEUQ sont en droit de se questionner sur l'indépendance de leur fédération face au gouvernement en place.

La gratuité et l'abolition des droits de scolarité

Finalement, l'option voulant l'abolition des droits de scolarité et l'instauration réelle du principe de gratuité scolaire reste certes la plus inclusive. Cette position est avant tout basée sur le fait que l'éducation doit être considérée comme un droit et non comme étant un privilège. Il est complètement inacceptable que la réalisation d'études universitaires soit bloquée pour des raisons financières. Partant de cette conception, il est donc clair que toute perception de droits de scolarité consiste en un obstacle à l'accessibilité aux études. Conséquemment, la seule et unique façon de financer le réseau universitaire se doit donc d'être un réinvestissement massif, direct et exclusif de l'État. Accompagnée d'une réforme en profondeur du régime d'aide financière aux études, cette option serait donc garante d'une plus grande accessibilité pour tous et toutes aux études universitaires.

Bien sûr, il s'agit ici d'une question de choix de société. L'éducation étant un droit au même titre que le droit à la santé par exemple, et bien nous croyons que le financement de l'éducation doit reposer sur les épaules de tous et toutes. Il s'agit ici d'une responsabilité collective.

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de nier les coûts reliés aux études universitaires, bien au contraire! Toutefois, nous croyons qu'il est grand temps de se questionner sur les bases mêmes de notre société. La gratuité scolaire n'est en aucun cas différente de la gratuité des services de santé. Personne ne remettrait sérieusement en question la gratuité des soins de santé. Alors pourquoi le faire en ce qui a trait à l'éducation? Cette gratuité scolaire est possible au moyen de simples réformes de la fiscalité et même parfois par la simple application des règles en matière d'imposition. Songez à tout l'argent pouvant être récupéré suite à l'abolition des abris fiscaux pour les entreprises. Songez à la somme pouvant émaner d'une taxe sur les dollars canadiens placés dans des paradis fiscaux tels que les Barbades (la terre d'accueil de notre premier ministre Paul Martin). Songez à tout l'argent qui dort dans les offres des entreprises privées et qui pourrait servir au financement des universités si nous possédions un système d'imposition réellement progressif.

La gratuité scolaire n'est pas une utopie, mais bien un simple choix de société.



Indépendance

furent presque toujours une nuisance au mouvement étudiant puisque ceux et celles qui s'y impliquent le font plus souvent par désir d'acquérir un certain capital politique que par désir de lutter (ils et elles ne vont donc pas trop déranger le gouvernement puisqu'ils et elles veulent y avoir une place bien au chaud plus tard). Il faut donc choisir l'asso qui désire vraiment lutter (ce qui implique l'établissement un rapport de force avant toute négociation) et qui représente les réels droits et intérêts de la population étudiante.

Quelle est donc la réelle force de combat?

Choisir la seule asso nationale permettant une réelle lutte, c'est choisir l'ASSÉ : elle est le seul vrai syndicat étudiant de combat (pourquoi l'ASSÉ? demandez le à ses membres ou aux assos étudiantes qui se disent indépendantes mais qui pourtant gravitent autour d'elle, utilisent son matériel et adoptent ses positions et ses idées sans pour autant y amener une quelconque collaboration). Dans une période telle que celle que traversons, il est primordial de joindre les rangs de l'ASSÉ et non de l'affaiblir en puisant dans ses ressources sans y contribuer. Si nous voulons que le mouvement étudiant survive, l'ASSÉ est la seule organisation capable de résister à ce qui s'en vient et de le combattre efficacement. Comment? En voici un aperçu:

-L'ASSÉ permet de lutter pour les revendications qui sont dans le réel intérêt de la population étudiante; c'est-à-dire se battre pour une éducation publique, gratuite, non-marchande, laïque, de qualité, accessible à tous et à toutes à tous les niveaux.

-L'ASSÉ est le seul syndicat radical. Contrairement aux croyances populaires, radical veut dire aller à la source du problème et non tout détruire, et ce n'est qu'en allant à la racine du problème qu'on peut le régler efficacement.

-C'est seulement en joignant l'ASSÉ que l'on peut mettre nos forces en commun pour lutter réellement.

-L'ASSÉ est la seule asso nationale qui considère l'étudiant ou l'étudiante comme étant avant tout un citoyen ou une citoyenne. Elle est donc solidaire avec les luttes syndicales et communautaires en sortant des luttes concernant uniquement l'éducation.

Pour conclure, je dirai que l'ASSÉ est loin d'être parfaite. C'est pourquoi vous devez donc vous y joindre si vous désirez vraiment lutter pour les réels besoins et intérêts de la population étudiante, car c'est ainsi que nous pourrons tous et toutes la faire évoluer. Comment s'affilier? C'est simple: téléphonez à l'exécutif ou consultez le site Internet!

ÉLECTIONS GÉNÉRALES À L'ASSÉ

Les 24 et 25 avril 2004 lors du Congrès annuel de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante qui se tiendra à Montréal (lieu à confirmer)

Pour être éligible, le candidat ou la candidate doit :

1. provenir d'une association membre en règle de l'ASSÉ au moment de son élection ;
2. recevoir l'appui de son association
3. présenter un programme écrit au moins deux (2) semaines avant la tenue de l'élection.

LA DATE LIMITE EST LE 10 AVRIL 2004

CONSEIL EXÉCUTIF	COMITÉ JOURNAL
7 postes sont ouverts : 1. Secrétaire à la coordination responsable de la tenue des procès-verbaux et des archives, de l'application des Statuts et Règlements et des procédures, de la coordination du travail du Conseil exécutif, de la convocation et de la préparation des réunions de ce même Conseil. Cette personne est aussi le porte-parole officiel de l'ASSÉ, elle coordonne donc l'intervention de l'ASSÉ auprès des médias. 2. Secrétaire aux relations externes présente l'organisation auprès des associations étudiantes non-membres et des organisations non-étudiantes. Cette personne représente aussi l'ASSÉ auprès du Mouvement étudiant à l'extérieur du Québec. 3. Secrétaire aux finances signataire d'office de tout compte de banque, responsable de la gestion des biens de l'organisation, de la préparation du bilan financier et des prévisions budgétaires devant être présentées à chaque Congrès, du respect du budget voté en Congrès et des directives du Conseil Intégrégional en matière de finance. 4. Secrétaire aux relations internes fait le lien avec les associations membres et les Conseils régionaux, recueille les griefs, les avis de motion, les plaintes, etc. Responsable de la convocation et de la préparation des réunions du Conseil Intégrégional et du Congrès. 5. Secrétaire à l'information coordonne la production et la diffusion du matériel d'information (journaux, tracts,	5 postes sont ouverts Le comité du journal a pour unique fonction d'assurer la production et la distribution du journal de l'ASSÉ, l'Ultimatum. Il peut s'adjoindre un nombre illimité de collaborateurs et collaboratrices et il doit travailler de concert avec le Conseil exécutif et le Comité d'information. COMITÉ FEMMES 3 postes sont ouverts Le Comité femmes a pour objectif de promouvoir la lutte pour la condition des femmes en éducation comme dans la société et ce, au sein de l'ensemble des instances de l'ASSÉ. Il doit être en mesure de présenter un rapport au Congrès annuel sur la question femmes. COMITÉS DE TRAVAIL Pour chaque comité, 3 postes sont ouverts Comité d'information Comité aux relations internationales Comité de formation Comité des affaires académiques & pédagogiques Comité recherche & réflexion Pour obtenir une description de chaque comité, référez-vous aux Statuts et règlements de l'ASSÉ.

INTERNATIONAL

Une aide qui crée la dépendance ?

Anne-Marie Merrien, ancienne étudiante du collège de Sherbrooke

Cela fait 5 mois que je me promène à travers le Canada, les États-Unis et le Mexique avec ma Dodge Caravan qui fait de la boucane... J'ai passé deux mois au Mexique, dont environ deux semaines au Chiapas. Vous me voyez venir, je vais parler des communautés zapatistes. Ce n'est peut-être pas très original, mais c'est tout de même à propos, puisque cette année est le 10e anniversaire de l'insurrection armée de l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN).

Je vous ferai grâce de l'historique et des revendications du groupe, puisque bon nombre d'entre vous les connaissent déjà.

Je veux plutôt vous entretenir de mon expérience dans l'une de ces communautés. Voilà. Grâce à un ami de Sherbrooke et à quelques membres de l'occupation Che Guevara de l'Université autonome de Mexico (UNAM), nous avons pu, mon copain et moi, aller quelques jours à El Salvador, près d'Ocosingo, au Chiapas. C'est un village d'une trentaine de familles, dont 23 sont zapatistes.

Ces 23 familles occupent les terres qu'elles habitent et cultivent depuis plusieurs années. Je dis "occupent", car le gouvernement tolère qu'elles soient là, même si légalement, les terres appartiennent à l'État. Par contre, historiquement, ce sont des terres ancestrales qui appartenaient à ces familles depuis des générations. C'est entre autre pour cela que l'EZLN s'est soulevée en 1994 et a pris certains des bâtiments gouvernementaux les plus importants de San Cristobal de las Casas. Donc, cette communauté vit dans l'insécurité depuis toutes ces années (et sûrement bien plus). D'autant plus que le village est situé à proximité d'un camp d'entraînement de l'armée mexicaine...

En se promenant dans la jungle du Chiapas, il est facile de repérer les villages zapatistes. Ce sont ceux où il n'y a ni animaux (sauf quelques poules), ni arbres fruitiers, ni électricité (dans la majorité des cas). À l'inverse, les familles qui appuient le parti au pouvoir reçoivent de l'aide de l'État. Elles ont donc droit à des vaches ou des chevaux, à l'électricité, à quelques bananiers. Je connaissais déjà un peu le mouvement zapatiste et j'admirais leur lutte. Mais rien n'est plus révélateur que d'être sur place. Ce qui m'a surtout frappé, c'est leur courage et leur détermination. Elles luttent pour des idées, c'est vrai, mais c'est aussi et surtout une lutte de tous les jours, pour répondre à leurs besoins primaires. Ce sont des gens fiers, même les enfants. Les petites filles n'accepteront pas votre aide pour porter leur lourd fardeau d'eau...

Les besoins sont primaires, urgents. Après avoir discuté avec les gens du village, nous avons cerné leurs priorités. Ainsi, en seulement quelques jours, nous avons fourni l'argent (grâce à Jean-François qui a envoyé de l'artisanat local au Québec qui a ensuite été vendu par sa famille et ses amis) et le transport pour offrir une machette et une lime neuve à chacune des 23 familles, de même qu'une pile pour apporter un peu de lumière. En plus, grâce à notre véhicule, nous avons pu



amener un bébé gravement malade (en fait il risquait de mourir) à l'hôpital. Sa famille n'avait pas les moyens de payer le transport jusqu'à la ville. Ce sont les gens de l'occupation Che qui ont défrayé les coûts des médicaments. Aussi, Pepe a fait la classe pour la première fois dans la communauté, et ce, avec du matériel scolaire envoyé du Québec. De mon côté, j'avais fait quelques appels téléphoniques dans ma famille, ce qui nous a permis d'amasser près de 800 pesos (10 pesos valent environ 1\$ US) qui permettront d'acheter des arbres fruitiers. En plus, les membres de l'occupation Che ont amené avec eux un des enfants du village qui se rendra pour la première fois à Mexico D.F., pour apprendre à lire et à écrire.

Alors en l'espace d'une semaine et grâce à quelques téléphones, de la volonté et un peu de débrouillardise, ces gens ont vécu un Jour de l'An dont ils se souviendront longtemps. Et nous aussi, nous avons vécu une expérience mémorable.

Malgré toutes ces belles aventures, je me questionne. Je réalise que l'aide que l'on apporte a des conséquences certaines. Positives, bien sûr, mais parfois négatives. Je crois qu'il faut bien réfléchir à la manière de s'impliquer dans ces situations-là. Il faut être vigilant et vigilante. L'aide et la coopération internationales ont une valeur inestimable bien sûr, mais peuvent parfois devenir nuisibles à long terme. Et je ne parle pas des Programmes d'Ajustement Structurel. Je parle de cette coopération qui semble si inoffensive, mais qui peut s'avérer dommageable à long terme, si elle rend des familles, un village, un pays dépendant de celle-ci. Un exemple. Au collège de Sherbrooke, j'ai participé au Stage Nicaragua. Entre autres destinations, nous avons passé une dizaine de jours dans une communauté nommée Bernardino Dias Ochoa. Nous payions pension, la nourriture, nous avions apporté des vêtements, des jouets, etc. Voilà presque 15 ans que des groupes de stagiaires se rendent à la BDO et offrent cette aide. Et malheureusement, maintenant, la communauté est complètement dépendante de cet apport. Bien sûr, les organisateurs n'avaient pas prévu ce triste résultat.

Je ne prétends pas répondre à toutes ces interrogations et encore moins juger les coopérants ni tous ceux et toutes celles qui s'impliquent dans ces milieux. Je crois simplement qu'il est nécessaire de se questionner sur les impacts de l'aide et de la coopération internationales. Il faut faire en sorte de coordonner nos efforts avec ces communautés, être au fait de leurs besoins et priorités et envisager les impacts à long terme.

Cela dit, il ne faut pas non plus mettre un frein à tous ces beaux projets, il s'agit seulement de s'assurer que notre aide en soit vraiment une. En fait, il est grand temps de se questionner (ou se re-questionner) sur l'éthique en matière de coopération internationale.

Pour plus d'informations sur EZLN, consultez www.ezln.org



LA COLOMBIE : UN PAYS D'IMPUNITÉ

Manuel Cardenas, étudiant au baccalauréat en sciences politiques à l'UQAM

Peut-on croire que l'impunité soit utilisée comme stratégie politique de l'État pour contrôler les demandes de sa population? Pour répondre à cette question, nous observerons le cas de la Colombie, où l'impunité règne depuis le début du conflit socio-politique, il y a environ 50 ans. En fait, quand les masses paysannes et les organisations sociales et populaires ont commencé à demander, par des moyens légitimes, de profondes réformes à l'État pour construire une vraie démocratie, la réponse des différents gouvernements a toujours été la répression.

Jusqu'à présent, les quelques gains qui ont été obtenus l'ont été grâce aux mobilisations et à la lutte du peuple colombien, qui n'accepte pas de taire ses désirs d'une société égalitaire, d'exiger une réforme agraire, de revendiquer des espaces réels de participation politique et de parvenir à une redistribution juste de la richesse; bref, pour des conditions de vie digne pour toutes et tous.

Depuis les années 60, l'État utilise les moyens de communication, qui appartiennent aux politiciens ou à de puissants groupes économiques, pour présenter les mobilisations et les revendications populaires comme étant « infiltrées » par la guérilla. Par contre, des personnes et des organisations plus modérées considèrent ces réclamations nécessaires à la justice sociale.

Avec la fin de la Guerre froide, le *communisme* ne pouvant plus être présenté comme une menace sérieuse, un autre ennemi fut construit par la classe dirigeante colombienne: la drogue. Avec la « guerre à la drogue », qui n'a pourtant arrêté ni la production, ni la commercialisation, ni la consommation, l'intervention des États-Unis devient beaucoup plus évidente. C'est ainsi que l'adjectif de « narco-guérilla » remplace celui de « bandits » qui fut utilisé auparavant pour qualifier les mouvements guérilleros. Après le 11 septembre 2001, un autre adjectif prend la place : le « narco-terrorisme. » Ce dernier permet aujourd'hui l'utilisation de l'aide militaire des États-Unis dans des opérations contre la subversion armée et de maintenir sur les lieux quelques centaines de « conseillers » et de « contracteurs » de ce pays.



Alvaro Uribe



L'objectif de toutes ces constructions linguistiques est de légitimer les mesures répressives de l'État, qui se présente comme la victime et le peuple qui s'exprime comme le victimaire. Pourquoi? D'après nous la réponse à cette question est simple : ceux et celles qui ont le pouvoir économique, politique et militaire refusent de partager tout ce qu'ils et elles se sont approprié-e-s, au détriment de la population. On ne va pas jusqu'aux racines du problème, on attaque ses manifestations conjoncturelles, alors que la structure inégalitaire et excluant l'État reste la même.

Conséquemment, pour tenter d'arrêter les mobilisations et de dévier l'attention aux justes demandes de la population, des mesures spéciales sont prises pour donner plus de pouvoir aux militaires et aux policiers. Ceux-ci peuvent alors mener des actions répressives à leur guise, sans que justice soit faite et que les excès commis au nom de la loi et de l'ordre ne soient punis.

Un autre élément important de cette campagne de *maccartisme* et de répression est le rôle que jouent les groupes dits d'*autodéfense*, mieux connus sous le vocable de paramilitaires. Ceux-ci existent en Colombie depuis les années 60, cependant, leurs actions se sont intensifiées terriblement dans la décennie des années 90 quand certains politiciens, de hauts officiers de l'armée et de la police, de gros propriétaires fonciers, de gros éleveurs de bétail et des industriels nationaux et étrangers ont financé la dernière campagne de terreur des paramilitaires contre la population civile. Les « paras » ont pour chef Carlos Castaño, qui a reconnu au canal Caracol¹ – un canal de télévision privé qui appartient à l'un de sdeux groupes économiques les plus puissants du pays – que les « paras » se finançaient avec l'argent de la cocaïne. Il a aussi dit que plusieurs hommes d'affaires rémunéraient les paramilitaires pour qu'ils assurent leur sécurité.

Cette organisation se présente comme défenseur de l'État dans la lutte contre la guérilla. Mais les paramilitaires ont commis des tueries et des massacres contre les paysannes et les paysans dans tout le pays en les présentant comme des « collaborateurs et des

collaboratrices » de la guérilla ou de « guérilleros déguisés en civil ». Jamais cela n'a été prouvé. Par contre, on compte par milliers les enfants orphelins et les femmes veuves. Il faut mentionner aussi que parmi les victimes, on compte beaucoup d'enfants, de femmes et de personnes âgées. Par ailleurs, des maisons à la campagne ont été incendiées. Ce conflit a déjà fait plus de 40 000 morts, sans oublier les disparu-e-s, les torturé-e-s, les prisonniers et prisonnières politiques (emprisonné-e-s avec de fausses preuves dans la plupart des cas), les déplacé-e-s et les exilé-e-s.

Où sont les auteurs de ces crimes contre l'humanité? En ce qui concerne les généraux qui sont responsables de ces actions, les uns continuent leur service, d'autres ont même reçu des promotions ou des décorations. Jusqu'à présent aucun général de la république n'a été puni, même si des preuves ont été apportées et que des témoins ont raconté les faits. Les rares d'investigations ouvertes pour juger les généraux et autres hauts responsables de l'armée et de la police ont été fermées, « faute de preuves » ou par forclusion du délai. Le dernier cas est tout récent. Le 9 mars 2004, l'investigation qui avait été initiée contre le général Rito Alejo del Río Rojas pour des crimes perpétrés entre 1996 et 1997 contre des communautés afro-colombiennes, métisses et d'indigènes (des régions du Urabá antioqueño et du Atrato choacoano), a été fermée, et le général, qui à l'époque était le commandant de la XVII^{ème} brigade de l'armée colombienne, est lavé de tout soupçon.

Pourtant, dans tout le pays et dans le monde entier, des organisations des droits humains et des investigatrices et des investigateurs sociaux dénoncent les liens étroits entre l'armée officielle, la police et les paramilitaires. D'après des ONG de droits humains, les paramilitaires sont responsables d'approximativement 70% des violations des droits humains en Colombie. Mais l'État, qui devrait être obligé de protéger la population (si on croit en sa *neutralité*) au lieu de la persécuter, comme il fait avec les guérilleros, a commencé un processus de « négociation de paix » avec les paramilitaires. Jusque-là, nous pensions que les accords de paix se faisaient toujours entre ennemis, mais pas entre amis.

suite sur la page 12, voir Colombie



Carlos Castaño

LE MOT DE LA FIN

Colombie

Suite de la page 11

Qu'est ce que le gouvernement du président Alvaro Uribe Vélez vise? Depuis le début de son mandat, le 7 août 2002, il a mis en place des bataillons de soldats paysans. De plus, il a mis en place un réseau de 1 million d'informateurs dans tout le pays, lesquels sont payés pour leur délation. Il soutient également qu'à l'extérieur du pays le réseau est de 100 000 personnes. Alors, ces structures vont être renforcées par les milliers de paramilitaires qui vont profiter de la nouvelle loi qui vient d'être déposée au parlement par le gouvernement d'« alternativité pénale. » Celle-ci consiste à mandater les « paras » pour faire du travail « communautaire » dans les zones terrorisées jusqu'à présent par eux-mêmes. C'est ainsi que le gouvernement « rend justice » aux milliers de victimes des paramilitaires.

De plus, le congrès colombien vient d'approuver le « statut antiterroriste », très critiqué autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, puisqu'il est clair que l'impunité restera et qu'on ouvre ainsi la porte à plus de violations des droits humains. Une des mesures prises vise à donner aux appareils de répression des pouvoirs judiciaires, de quoi inquiéter la population civile. Même l'ONU avait demandé la non adoption de cette loi. On connaît déjà les habilités de l'armée et de la police pour fabriquer des témoins et des preuves, tel que dénoncé par des avocats comme Jesús María Valle Jaramillo ou Eduardo Umaña Mendoza, qui ont par

la suite été tués.

Peut-on donc parler de justice, de démocratie, hors du cadre typiquement formel des élections, en Colombie? Certainement pas. C'est la terreur de l'État qui cherche à faire taire la population pour continuer à favoriser les personnes, groupes et entreprises qui profitent du pouvoir de l'État et de la situation actuelle. Voilà pourquoi il est important pour le gouvernement de maintenir l'impunité politique presque dans 100% des cas. Pour finir, soulignons que le bureau du Haut commissariat des droits humains de l'ONU en Colombie a manifesté au quotidien El Tiempo² – qui appartient à la famille du vice-président colombien – ses préoccupations concernant l'augmentation des dénonciations de liens entre des fonctionnaires publics (force publique et du procureur) et les « paras. » En plus, l'ONU s'interroge sur l'impunité que le projet de loi du gouvernement va amener pour la non punition et la libération des auteurs de délits atroces et sur la domination exercée par les paramilitaires depuis que les forces armées et de la police ont « récupéré » de l'influence des guérillas, les zones comme ce fut le cas de la Commune 13 de Medellín et dans l'Orient antioqueño.

¹ L'entrevue fut réalisée par le directeur de nouvelles de Caracol S.A. le 1^{er} mars 2004.

² El Tiempo, 10 mars 2004, Derechos humanos. www.eltiempo.com

Sources: <http://risal.collectifs.net>

<http://www.colnodo.apc.org>
Justice et paix, ONG colombienne

Commentaires: mancara1@hotmail.com

Pour nous rejoindre
Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ)
2570 Nicolet, local 301
Montreal, Québec H1W 3L5
Tel : 514-390-0110
executif@asse-solidarite.qc.ca
www.asse-solidarite.qc.ca

Qu'est-ce que l'ASSÉ

«ASSÉ» est l'acronyme qui désigne l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. C'est un regroupement provincial d'associations étudiantes, tant de niveau collégial qu'universitaire qui vise à rassembler les étudiantes et étudiants de la province pour:

Une éducation publique et gratuite

Gratuite, car pour l'ASSÉ, l'éducation est un droit et non un privilège. Dans cette perspective, l'éducation post-secondaire ne doit pas être réservée à une élite, mais accessible à l'ensemble des individus, indépendamment de la provenance sociale, géographique ou encore du sexe, de l'orientation sexuelle ou de la couleur de la peau.

Publique, parce que c'est le rôle de l'ensemble de la société de prendre en charge l'éducation et la formation de tous et toutes. L'école doit être un lieu pour former des citoyens et citoyennes et ne pas être réservée strictement à la formation d'une main-d'œuvre servile. C'est aussi la responsabilité du gouvernement de financer pleinement l'éducation, gouvernement qui fuit ses responsabilités depuis 1994 en ayant charcuté près de deux milliards de dollars dans le budget de l'éducation au Québec.

Non aux contre-réformes

Dans la foulée des réformes néolibérales qui sévissent aux quatre coins du globe, le gouvernement du Québec mène depuis 1993 une série de contre-réformes dans l'éducation post-secondaire. De la Réforme Robillard au Plan Legault, l'État cherche à mettre en compétition les différentes institutions collégiales et universitaires afin de créer un marché de l'éducation. Ces transformations répondent bien entendu aux exigences des institutions capitalistes internationales, telles l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale, sans compter les accords de libre-échange et les projets d'accord (ALÉNA, ZLÉA, AMI, UE, etc.)

En pratique, ces attaques prennent la forme des contrats de performance à l'université et de plan de réussite et de diplomation au collégial. Les effets directs de ces mesures sont la rationalisation des pro-

grammes dans les universités (réduction dans les banques de cours, abolition de programmes, augmentation du ratio prof/élèves, etc.) et l'habilitation des cégeps (destruction du réseau, émission par les institutions, multiplication des AEC, etc.). On cherche à casser le cadre général des diplômes, dans le but d'offrir des formations surspécialisées.

Pour un syndicalisme de lutte

Pour l'ASSÉ, les étudiantes et les étudiants sont de jeunes travailleuses et travailleurs en formation. C'est à partir de cette conception théorique que les organisations étudiantes combattives s'organisent sur des bases syndicales au Québec depuis les années soixante.

La base de l'organisation syndicale est l'assemblée générale (AG). C'est pourquoi les AG des associations étudiantes membres mandatent et délèguent des étudiants et des étudiantes au Congrès de l'ASSÉ, qui est son instance suprême. En dessous du Congrès, on retrouve le Conseil interrégional, les Conseils régionaux, le Comité exécutif, le Comité femmes et les différents comités de travail. Le travail à travers les instances passe irrémédiablement par la formation, l'information, la conscientisation et la mobilisation. Tous et toutes doivent se sentir concerné-e-s.

Un autre principe de base du syndicalisme de lutte est qu'il faut se battre pour obtenir gain de cause. Il existe un antagonisme irréconciliable entre les intérêts et besoins étudiants et la volonté des administrations locales et du ministère de l'Éducation. Les revendications ne peuvent s'obtenir qu'avec la construction d'un rapport de force. La négociation sans l'obtention d'un tel rapport ne peut que mener à l'échec. Les pratiques telles que le lobbying, la cogestion et la concertation mènent automatiquement vers la collaboration et l'intégration dans les appareils étatiques. Ces stratégies ont causé des torts incroyables au mouvement étudiant dans les années 1990 (dégel des frais de scolarité, déficit zéro, Réforme Robillard, Plan Legault, etc.).

14 avril 2004
MOUVEMENT ÉTUDIANT, MOUVEMENT OUVRIER & SOLIDARITÉ!
GRÈVE LE 14 AVRIL, TOUS ET TOUTES DANS LA RUE!
Plusieurs actions sont organisées à travers le Québec.
Renseignez-vous!

1er mai 2004
Journée internationale
des travailleuses et travailleurs
L'ASSÉ appelle à un contingent
syndical étudiant
Cherchez la bannière!
Départ de la manifestation:
À 13h devant l'Aréna Jean-Rougeau
(angle Jarry/De Normandie, métro Jarry)

